

Éprouver les problèmes publics

Fabrizio CANTELLI

Le dernier volume de la collection « Raisons pratiques » explore l'expérience des problèmes publics. Il s'agit de rendre compte des manières d'éprouver les problèmes et d'être éprouvés par ces derniers. Une telle entrée sur les façons de catégoriser et de percevoir conduit à plusieurs déplacements sur des versants négligés par la littérature sur les problèmes publics.

Recensé : Daniel Cefaï et Cédric Terzi (sous la direction de), *L'expérience des problèmes publics*, Raisons pratiques, n°22, Editions de l'EHESS, 2012, 380 p.

En finir avec la « construction » des problèmes publics

Les travaux rassemblés ici proposent un autre regard afin de saisir en profondeur les différentes façons de ressentir les problèmes et de les faire ressentir dans le domaine public. Faire voir un problème, le faire exister sous un angle spécifique exige de parvenir à agir en déclinant une gamme de capacités : percevoir, *toucher* autrui, catégoriser, critiquer et s'engager en public face à une situation jugée problématique. En puisant chez Robert E. Park (1864-1944), sociologue de Chicago, et du côté du pragmatisme et du philosophe américain John Dewey (1859-1952), un tel déplacement de la réflexion permet de reconsidérer la place des dimensions expérientielles, perceptuelles et affectuelles dans l'évaluation, souvent conflictuelle, de ce qui est juste et injuste dans une société.

Il n'est plus possible de se satisfaire d'hypothèses de travail exclusives : les suicides dans les entreprises, le chômage massif, la précarisation croissante, l'explosion des inégalités sociales et de santé ne sont pas inventés de toutes pièces ni sans effets sur les personnes qui en font l'expérience. Ce volume de « Raisons pratiques » en prend acte et lance cet appel : ne pas limiter l'analyse à une seule focale, située au niveau des rapports de force et des conflits sur les manières de définir le problème et les manières d'y répondre. Il n'est pas seulement question de prendre ses distances avec des approches en termes de conflits, mais également de rompre avec des approches de l'analyse des politiques publiques fondées sur le rôle des lobbies, le travail de construction¹ des problèmes et de mobilisation pour la mise sur l'agenda, etc.

Trois sections organisent ce volume. D'abord, « l'héritage nord-américain » est pointé avec la traduction des textes de Sheldon Messinger et Robert M. Emerson, de Malcolm

¹ Les éditeurs insistent sur l'importance de se départir d'un usage réducteur du constructivisme. Toutefois, le lecteur aurait gagné à être mis en présence d'auteurs contemporains que l'on pourrait situer dans ces courants malgré la variété des démarches (Champagne, 1991; Favre, 1992; Neveu, 1999). Un tel débat, mis en lumière dans un texte de Cédric Terzi (2003), permet au lecteur de cerner d'une manière plus fine ce qui les éloigne et les sépare.

Spector et John I. Kitsuse et enfin de Joseph Gusfield. Chacun d'entre eux a contribué, dans les années 1960 et 1970, à réfléchir à différents versants des problèmes publics. Les coordinateurs de ce numéro ont inscrit chacun de ces textes dans la série plus vaste de leurs travaux antérieurs et ultérieurs. Ensuite, deux sections intitulées « Avoir l'expérience d'un problème public » et « Le travail de publicisation des problèmes » regroupent diverses contributions articulées à des enquêtes de terrain. Nous partagerons ici trois questionnements sur Dewey, sur l'historicité et sur la dimension du sensible avant de conclure autour de plusieurs difficultés et défis à affronter.

Éprouver les problèmes selon Dewey

Certains commentateurs pourraient avoir l'impression que la discussion théorique, notamment sur les notions forgées par John Dewey, occupe parfois une place envahissante dans les contributions. Notre évaluation est différente. Malgré plusieurs défis non négligeables, ce volume permet de rentrer dans une description serrée des textes de John Dewey tout en menant avec ce dernier un dialogue critique. Ce patient travail de lecture et de discussion de John Dewey est important en ce que cet auteur devient l'objet d'une considération grandissante dans les sciences politiques contemporaines mais régulièrement sans vraiment dépasser l'allusion sur les notions de public, d'expérience, d'expérimentation.² Il n'est pas aisé d'assumer un tel héritage tout en bâtissant un débat critique. C'est le pari ouvert dans l'introduction (p. 24). Les deux textes de Joan Stavo-Debaugé et de Louis Quéré intensifient le dialogue avec les phrases de John Dewey – la formule proustienne « suivre les phrases » rend compte de ce style de lecture approchant un face-à-face³.

La notion d'encaissement – sans guillemets – est proposée par Joan Stavo-Debaugé pour signaler qu'un événement peut affecter durablement les personnes. Le cas des victimes de troubles musculo-squelettiques documente, assorti de la convocation d'une série d'auteurs (Hegel, Gadamer), l'impossible constitution d'un problème dès lors que les personnes sont écrasées « dans un sentiment de culpabilité qui privatise ce qu'elles endurent » (p. 207). Un point original est discuté et rejoint d'autres travaux (Breviglieri, 2008) éclairant les limites du pragmatisme de Dewey: les manières d'encaisser une situation par les personnes paraissent l'objet d'une trop grande valorisation chez Dewey. Une version renouvelée du pragmatisme prend forme, sensible à la violence des chocs qui paralysent toute possibilité d'agir et inclinent les personnes à ne pas cheminer vers le format du débat public. Ces clefs sociologiques remettent en question non seulement les frontières entre problème public et trouble privé (Mills, 1959) mais offrent aussi une théorisation sur ce qui résiste à la publicisation et à la problématisation d'une situation.

Des travaux ont étudié les ressorts émotionnels de l'engagement et de la participation. Louis Quéré questionne cet autre versant de la pensée de John Dewey, celui des émotions et des affects. Et montre comment l'émergence du problème des algues vertes en Bretagne est indissociable de manières de catégoriser et d'éprouver différemment selon les groupes d'acteurs concernés (organisations d'agriculteurs, groupes écologistes, autorités publiques, etc.). La manière dont John Dewey traite les émotions en accordant une place importante à son environnement est discutée. Le lecteur comprendra vite ce qui fait défaut chez Dewey,

² La science politique américaine (Farr, 1999) a déjà mentionné cette ambivalence avec une des figures majeures de la discipline naissante. Une telle discussion reste largement à mener du côté francophone.

³ Les ressorts de l'écriture dans les sciences sociales et politiques ont été examinés. Toutefois, la lecture, pour paraphraser le beau livre *Façons de lire, manières d'être* signé par Marielle Macé, recèle de façons de faire qui comptent dans la composition d'un texte tandis qu'ils sont généralement laissés dans l'ombre.

selon Louis Quéré : la dimension collective des émotions n'est pas considérée en propre. Toutefois, deux chantiers restent peut-être, selon nous, à ouvrir. D'abord, la description des émotions collectives reste ici à une trop grande distance et peut finir par les rendre évanescentes alors que s'y joue le travail de perception du problème public. Le lecteur ne les saisit pas suffisamment. Ensuite, ce passage au collectif paraît parfois emporter avec lui une lecture réifiante des acteurs et de leurs engagements, ce qui conduit à affaiblir l'attention portée au codex des nuances émotionnelles (variations, modulations, modalisations).

Les idées de John Dewey traversent la plupart des contributions rassemblées ici. Il est ironique de constater qu'aucun texte américain signé par Gusfield, par Emerson et Messinger ainsi que par Spector et Kitsuse ne fasse mention du philosophe américain. Cela est d'autant plus intrigant que les auteurs francophones de ce volume donnent à voir comme une déclinaison originale du pragmatisme et de Dewey au sein du paysage sociologique contemporain (Cantelli, 2011).

Éprouver l'historicité des problèmes publics

Étudier l'expérience des problèmes publics est indissociable d'une attention portée à l'égard de l'historicité du public mais aussi du privé⁴. Dans ce volume, la traduction en français du texte séminal d'Emerson et Messinger (1977) « *Micro-politics of trouble* » promet une plus grande ouverture de la littérature des problèmes publics à une gamme d'émotions à bas bruit et de perceptions de ce qui ne va pas. Il s'agit de considérer l'amont de ce qui peut progressivement devenir un problème public et de compléter les limites de certains modèles théoriques (Felstiner et al., 1981). L'analyse de l'adaptation à la télévision du roman *Le Bossu* soulève des questions sur l'historicité de certains problèmes (racisme, xénophobie, etc.) explorées de manière stimulante par Sabine Chalvon-Demersay. Il est par contre dommage que ce chapitre, malgré son titre « trouble », se passe d'un dialogue avec le texte d'Emerson et Messinger.

Le lecteur de ce volume de « Raisons pratiques » sera peut-être saisi par un sentiment d'inconfort en ce que les années 1870-1900, les années 1960-1970 et enfin les années 2000-2010 semblent se superposer et coexister dans certains textes. Mais sans que cela ne soit l'objet d'une préoccupation spécifique des éditeurs. Or, ce volume fait cohabiter un triangle critique, formule désignant de manière schématique trois types de ressorts critiques ouvrant à des problématisations différentes. Et le différentiel entre ces ressorts critiques⁵ est peu mis en débat. Là réside, selon nous, un potentiel riche dont nous n'esquisserons que certains aspects.

L'introduction de Daniel Cefaï et Cédric Terzi s'engage dans une réflexion historique, notamment en mettant en relation le contexte politique entourant la réflexion de Dewey avec les reconfigurations actuelles de l'action publique : « [P]eut-on considérer que les efforts mis en œuvre par ces agents étatiques, souvent en coopération avec d'autres partenaires, pour faire face aux difficultés sortent du caractère routinier de leur travail institutionnel et les constituent en public ? La question est cruciale, au vu de la perméabilité qui pouvait exister du temps du progressisme aux États-Unis, des années 1880 à la Première Guerre mondiale, entre organisation communautaire, réformisme social, gouvernement municipal, et bientôt,

⁴ Si des travaux récents (Gilbert et Henry, 2012) s'ouvrent à des espaces de négociation plus confinés de l'action publique, la partition public-privé demeure une question largement inexplorée à l'exception des travaux de Laurent Thévenot sur les régimes d'engagement allant du proche au public.

⁵ Ces ressorts sont inséparables des environnements qui délivrent des appuis contribuant à nommer, dénoncer, à éprouver ce qui pose problème et ce qui est injuste.

administration fédérale. Elle l'est également aujourd'hui au regard des réseaux d'action publique qui se forment autour de problèmes.» (Cefaï et Terzi, p. 28). Cette réflexion, loin d'être anodine, invite à revenir plus longuement sur le contexte américain et sur les décennies précédant la Seconde Guerre mondiale. Mais elle milite surtout pour que les analystes de l'action publique réévaluent la pertinence et les limites de la pensée de la démocratie et de l'État de Dewey⁶ sans sous-estimer ni surestimer les différences de contexte – par exemple sur les contraintes propres à la critique publique des problèmes environnementaux en Chine.

Cette publication invite à cheville la sociologie des problèmes publics à un souci de l'histoire⁷. Les trois textes de ce volume illustrant l'héritage nord-américain se situent dans l'environnement des années 1970, laissant une empreinte au niveau des catégories et des sémantiques, des cas repris, par exemple la répression du parti des *Black Panthers* (Spector et Kitsuse, p. 97). Dans ce paysage, où l'on peut inclure tant les collectifs chiliens en faveur des détenus disparus sous Pinochet (Diaz) que les mots de la Fraction Armée Rouge (Linhardt), les institutions, et les politiques publiques plus globalement, paraissent sous un jour plus autoritaire. Le levier critique, plus sévère, touche à la contestation de l'ordre même de la société. D'autres textes mettent en exergue des activités de problématisation et de publicisation situées dans les années 2000 où la visée critique de l'action réside non pas tant dans un combat contre l'ordre injuste de la société que dans la juste reconnaissance d'un problème par la société et par les autorités publiques. À vrai dire, le portrait des ressorts critiques se complexifie d'un cran si l'on considère les modes de problématisation et de publicisation de situations injustes, de torts et de dommages à l'œuvre lors du Printemps arabe.

En fin de compte, un enseignement théorique plus général peut être dégagé, sur les variances et invariances de la critique et les manières dont elle transporte et installe un problème dans le domaine public. Cela ouvre la voie à des perspectives comparatives inédites. Il suffit de penser, de manière fort incomplète ici, à la critique du problème du racisme telle qu'articulée par les anti-esclavagistes, armée par Martin Luther King ou Malcolm X, et durant les années de Barack Obama.

Éprouver la dimension sensible des problèmes publics

La question du protocole de recherche ne devrait pas être passée sous silence. Le lecteur est en droit de se poser cette question: par quels types de terrains et de méthodes est-il possible de toucher à ces matières expérientielle, affectuelle et perceptuelle qui infiltrent les problèmes publics ? Cette matière sensible s'avère délicate à appréhender avec des approches et méthodes dont le grain d'analyse est plus large et la focale d'observation plus macro. L'étude renouvelée des activités de problématisation et de publicisation – débordant de ce que couvre le label problèmes publics – s'inscrit dans un ensemble de sensibilités pragmatiques, praxéologiques ou phénoménologiques où l'ethnographie occupe une place privilégiée sans se réduire à un abord micro (Berger et al., 2011 ; Cantelli et al., 2009 ; Cefaï et Pasquier, 2003).

⁶ Cette réflexion de Dewey n'est qu'un exemple parmi d'autres : « Nous n'avons pas l'intention de nous engager dans une discussion des philosophes politiques. Le concept de l'État, comme la plupart des concepts introduits par « Le », est à la fois trop rigide et trop lié à des controverses pour être d'utilité immédiate. C'est un concept qu'il est plus facile d'approcher de biais que de front. Dès que nous prononçons les mots « L'État », une vingtaine de fantômes intellectuels viennent obscurcir notre vision. » (Dewey, 1946: 87).

⁷ Le duo d'éditeurs prolonge sur ce point une dette envers Paul Ricoeur (Cefaï, 1996). Ce souci de l'histoire se note aussi dans la traduction des trois textes nord-américains et des « *notes du traducteur* » qui les accompagnent utilement.

Sans pouvoir aller dans les détails, signalons le texte remarquable de Stéphane Tonnelat qui propose des photographies issues de son enquête ethnographique sur les modalités de résistance et de résilience d'un quartier de la Nouvelle-Orléans suite à l'ouragan Katrina. Il s'appuie sur une double démarche : historique d'abord qui restitue les mille et une coordinations nécessaires à la perception du problème public par autrui et phénoménologique – selon nos termes –, à même d'étudier ce que la publicité fait éprouver aux personnes et aux institutions. Qu'il s'agisse d'analyser ce qui éprouve et ce qui est éprouvé, ce chapitre rappelle combien l'écriture compte dans la capacité de l'ethnographe à investiguer finement sur les manières dont les personnes font l'expérience d'un problème et de sa publicité, participant plus généralement d'une pragmatique de la monstration (Tournay, 2008).

Quelle peut être la portée critique des analyses figurant dans *L'expérience des problèmes publics*? Les dernières pages de l'introduction se préoccupent de cette question en liant le cours de l'enquête – au sens de Dewey – à un processus de renforcement des capacités individuelles, des droits, des pouvoirs et des capacités collectives. Et sans s'y attarder, référence est faite à l'*empowerment*⁸ (Cefaï et Terzi, p. 37), généré par ces approches. Nous invitons à considérer deux atouts. Ces travaux offrent d'abord une plus grande finesse dans la compréhension de phénomènes (être touché, être concerné, être éprouvé, être indigné) qui demeurent la plupart du temps négligés dans l'analyse alors que ce sont des ressorts puissants dans la publicisation des problèmes. Ensuite, ces approches rappellent que les problèmes existent médiatiquement et politiquement par des stratégies d'acteurs porteurs d'intérêts multiples mais sans s'y réduire. Cette publication a l'originalité d'aller en-deçà et au-delà des problèmes publics. Et trace des pistes théoriques susceptibles de bonifier la littérature des problèmes publics mais aussi celle de l'action publique et des mouvements sociaux. Plus encore, ces façons d'étudier les modes d'(in)existence d'un problème, détaché des habituels guillemets ironiques, aident à interroger ce qui est considéré comme injuste, perçu comme indigne, vécu comme insupportable.

Il reste toutefois plusieurs difficultés qui invitent à prolonger la réflexion. La première difficulté consiste à faire porter le regard sur l'expérience d'une gamme spécifique de problèmes et tout particulièrement ceux qui s'inscrivent dans l'ordre financier et économique. Or, pour le dire vite, l'adoption d'une telle entrée par l'expérience des problèmes publics est largement susceptible d'aiguiser et de renouveler la critique de l'évolution, actuelle et passée, du capitalisme. La deuxième difficulté se loge dans la faible extension temporelle des terrains d'enquête, empêchant par là d'approcher des spectres problématiques qui ont de proche en proche dépassé le format d'un problème, à l'instar de la Révolution française de 1789 pour ne prendre qu'un exemple emblématique. La dernière difficulté peut être formulée sous la forme d'une interrogation : ne passerions-nous pas à côté de l'État et, l'air de rien, d'une formidable occasion de le repenser? Restituer l'épaisseur expérientielle, affectuelle et perceptuelle d'un problème n'y suffit pas. Il s'agirait de mener une analyse parallèle et des manières d'éprouver les problèmes et des conduites de l'État, qui contribuent en retour à déplacer les lignes dans l'évaluation de ce qui est juste et injuste. Un tel chantier sur les modalités de rencontre entre un problème et les coordonnées anthropologiques et institutionnelles disponibles ouvre sans doute une énigme à percer par les enquêtes à venir.

⁸ Cette catégorie désigne un processus de renforcement des capacités individuelles et collectives. Toutefois, elle demeure délicate à saisir tant les traductions (autonomie, appropriation, prise de pouvoir, etc.) opèrent à partir de définitions différentes du pouvoir. Le lecteur trouvera une discussion lors de débats récents (Talpin, 2011) et dans le cadre du séminaire 2011-2012 « Empowerment & politique » (F. Cantelli, J-L. Genard et N. Zaccari-Reyners) du Groupe de Recherche sur l'Action Publique de l'Université Libre de Bruxelles.

Références

- Mathieu Berger, Daniel Cefaï et Carole Gayet-Viaud (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, P.I.E. Peter Lang, vol.8, 2011.
- Marc Breviglieri, « Penser la dignité sans parler le langage de la capacité à agir », in Jean-Paul Payet et Alain Battagay (dir.), *La reconnaissance à l'épreuve. Explorations socio-anthropologiques*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p. 83-92.
- Fabrizio Cantelli, « Old, and New, Policy Analysis: A Pragmatic Re-Assessment from Dewey to the 9/11 », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 44, n°2, 2011, p. 439-454.
- Fabrizio Cantelli, Marta Roca i Escoda, Joan Stavo-Debaugue et Luca Pattaroni (dir.), *Sensibilités pragmatiques. Enquêter sur l'action publique*, P.I.E. Peter Lang, vol.5, 2009.
- Daniel Cefaï et Dominique Pasquier (dir.), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, 2003.
- Daniel Cefaï, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, 75, 1996, p. 43-66.
- Patrick Champagne, « La construction médiatique des « malaises sociaux » », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°90, 1991, p. 64-75.
- John Dewey, *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard, 1946 [2005].
- Bob Emerson, Sheldon Messinger, « Micropolitics of Trouble », *Social Problems*, 1977, 25 (2), p.121-134.
- James Farr, « John Dewey and the American Political Science », *American Journal of Political Science*, 43 (2), 1999, p. 520-541.
- Pierre Favre, « L'émergence des problèmes dans le champ politique », in Pierre Favre (ed.), *Sida et politique. Les premiers affrontements (1981-1987)*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 5-37.
- William Felstiner, Richard Abel, Austin Sarat, « The Emergence and Transformation of Disputes: Naming, Blaming, Claiming », *Law and Society Review*, vol. 15, n°3-4, 1981, p. 631-654.
- Claude Gilbert et Emmanuel Henry, « La définition des problèmes publics: entre publicité et discrétion », *Revue française de sociologie*, n°531, 2012, p. 35-59.
- Charles Wright Mills, *The Sociological Imagination*, New York, Oxford University Press, 1959.
- Erik Neveu, « L'approche constructiviste des « problèmes publics »: un aperçu des travaux anglo-saxons », *Etudes de communication*, n°22, 1999, p. 41-58.
- Julien Talpin, « L'essentiel n'est pas de participer. Engagement associatif et transformation personnelle », *La vie des idées*, 2011, (<http://www.laviedesidees.fr/L-essentiel-n-est-pas-de.html>)
- Cédric Terzi, « L'expérience constitutive des problèmes publics. La question des "fonds en déshérence" », in Claudia Barril, Marion Carrel, Juan-Carlos Guerrero et Alicia Marquez (dir.), *Le public en action. Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 2003, p.25-50.
- Virginie Tournay, « Ce que revendiquer veut dire : Eléments pour une pragmatique de la monstration », *Quaderni*, n°68, 2008-2009, p. 5-11.

Publié dans laviedesidees.fr, le 11 octobre 2012

© laviedesidees.fr